

UNIR SHOP : Une Campagne pas comme les autres
UNIR VEND SES GADGETS, LES
MILITANTS SE LES ARRACHENT
COMME DE PETITS PAINS P. 5



TOGOREVEIL

TR 182 du 10 Avril 2015

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Le pari d'une actualité qui réveille



Début aujourd'hui de la Campagne Electorale

PLACE A LA SEDUCTION DES ELECTEURS

Qui sont les Cinq Prétendants au Fauteuil Présidentiel ? BIOGRAPHIES OFFICIELLES DES CINQ CANDIDATS

Poursuite du programme quinquennal faire d'un « Zémindjan » un « Entrepreneur »

LA DOSI LANCE LA PHASE 2 DE LA DISTRIBUTION DES TAXI MOTOS PAR LA MUCATAM-TOGO

P 5

Faire passer le développement par la santé des populations à la base

FAURE GNASSINGBE FAIT DON DE MATERIEL MEDICAL AUX HOPITAUX DES PREFECTURES

P 4

Les populations de Tohou, Tabligbo, Badou, Sotouboua, Pagouda, Kara et Mango enthousiastes et reconnaissantes

Interview de **Siaka Sangaré**, Président du Réseau des Compétences Electorales Francophones



« Je pense que le travail que nous avons réalisé et les résultats validés nous permettent d'aller à un scrutin présidentiel dans les meilleures conditions »

P 3

Début aujourd'hui de la Campagne Electorale

PLACE A LA SEDUCTION DES ELECTEURS

Qui sont les Cinq Prétendants au Fauteuil Présidentiel ?

BIOGRAPHIES OFFICIELLES DES CINQ CANDIDATS

Depuis ce matin à 00heure, les cinq candidats en lice pour la présidentielle qui se tiendra dans deux semaines exactement, sont en marche vers la conquête de l'électorat. C'est l'ultime étape vers la séduction des masses, vers le rapprochement pour susciter l'adhésion des togolais aux différentes visons, projets de société et autres promesses électorales. C'est la dernière ligne droite pour convaincre les indécis et espérer rallier à sa cause une bonne majorité des compatriotes togolais pour recueillir leurs voix et être proclamé vainqueur de cette joute électorale qui s'annonce sans repos pour le Président sortant et les quatre challengers qui se jettent dans la bataille. Mais avant d'entrer en contact avec cette armada de charme des candidats, votre journal est allé à la genèse pour vous les présenter, tels qu'ils sont de part leurs filiations, leur formation et leur parcours professionnel et politique. Pleins feux sur les cinq personnalités qui focaliseront l'attention des togolais jusqu'au 25 avril prochain. Qui sont ces personnalités qui veulent être Président lors des cinq prochaines années au Togo ? Votre journal est allé chercher dans leurs biographies officielles pour vous les présenter afin de mieux guider vos choix ou du moins faciliter votre connaissance de ces compatriotes qui aspirent à vous gouverner.

Me Mouhamed TCHASSONA TRAORE (MCD)



Né le 31 décembre 1960 à Sokodé, Me Mouhamed TCHASSONA TRAORE est un juriste-notaire chevronné qui fut attaché de justice près le Parquet d'Instance de Lomé de 1993 à 1995. Nommé en décembre 1994 à la 25e Charge de notaire à Lomé ; Me TCHASSONA TRAORE exerce en qualité de notaire depuis juillet 1995. Président de la Première Chambre des Notaires du Togo, de 2000 à 2002, Me TCHASSONA a été Président de la Chambre Nationale des Notaires du Togo de 2002 à 2008, Président du Fonds Africain de Garantie Notariale et Sécurité Sociale des Notaires de 2001 à 2007. Me TCHASSONA TRAORE est membre de la Commission Sécurité Sociale des Notaires de l'Union Internationale du Notariat Latin (UINL) de 2004 à 2010, Conseiller Général depuis 2004, Secrétaire de la Commission des Affaires Africaines (CAAF) de l'UINL depuis 2007 ; Membre du Conseil de Direction, Membre de la Commission Consultative et Président de la Commission des Affaires Africaines de l'Union Internationale du Notariat (CAAF/UINL) depuis 2014. Il a par ailleurs été Légisconsulte près la Commission de Coopération Notariale Internationale (CCNI) de l'UINL de 2010 à 2013. Membre du Conseil d'Administration de l'Association du Notariat Francophone depuis juin 2005 et Membre de la Commission

Nationale de Modernisation de la Législation et Président de la Sous Commission Reforme du Droit Foncier depuis 2006. Expert notarial et contributeur du Rapport Doing Business de la Banque Mondiale depuis 2009 ; Me TCHASSONA TRAORE est aussi Expert Notarial pour le Groupe de Travail « TITREMENT » de l'Union Internationale du Notariat depuis 2011. Me TCHASSONA TRAORE a été Membre de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) et Président de la Sous Commission Promotion des Droits bde l'Homme de 2006 à 2010. Membre fondateur du Parti pour la Démocratie et le Renouveau (PDR), Me TCHASSONA TRAORE a représenté ce parti aux divers pourparlers, notamment l'Accord Cadre de Lomé en 1998 puis l'APG en 2006. Il a créé son parti, le Mouvement Citoyen pour la Démocratie et le Développement (MCD) depuis novembre 2006. Me TCHASSONA est candidat à la présidentielle du 25 avril prochain.

FABRE Jean Pierre (ANC/CAP 2015)



Jean Pierre est l'autre jumeau de Jean Claude Fabre. Tous les deux ont vu le jour le 2 juin 1952. Après ses études primaires à Lomé, Jean Pierre Fabre poursuit ses études secondaires au Collège Saint Augustin de Togoville puis au Collège Saint Joseph de Lomé. Aprèsson Baccalauréat, il poursuit des études supérieures à l'Université des Sciences et Techniques de Lille en France. En 1979, il rentre au Togo nanti d'un DESS en sciences économiques. Pendant quatre ans ; Jean Pierre Fabre enseigne la statistique à l'Université du Bénin (actuelle Université de Lomé). De 1981 à 1991, il occupe le poste de Secrétaire Général au sein du Cabinet AUBA, spécialisé en Architecture et Urbanisme. Avec l'avènement démocratique, Jean Pierre Fabre participe à la création de la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme (LTDH). Il s'investit également dans la presse d'opinion au Togo. Il dirigera deux rédactions (« La Tribune des Démocrates » et « Le Temps des Démocrates ») au sein desquelles il occupe les fonctions de Directeur de Publication et de Rédacteur en Chef. Pendant la Conférence Nationale, il occupera l'un des postes de porte-parole avant de s'allier à Gilchrist Olympio en 1992 à la naissance de l'Union des Forces de Changement (UFC) qui est en réalité la fédération de quelques partis politiques de l'époque. Il occupera le poste de Secrétaire Général de l'UFC jusqu'à la scission du parti en 2010. Elu député en 2007, il sera élu par ses pairs comme Président du Groupe Parlementaire UFC. Jean Pierre Fabre défendra les couleurs de l'UFC à la présidentielle du 4 mars 2010 qu'il

perdra en récoltant 33,94% des suffrages exprimé derrière le Président Faure GNASSINGBE. Pendant qu'il conteste les résultats de cette élection, le Président Nation de son parti, Gilchrist Olympio signe un accord de partage du pouvoir avec le vainqueur de cette élection. Un bras de fer est né entre lui et son mentor. Jean Pierre Fabre et certains de ses compagnons sont « démissionnés » du Parlement. Après une tentative avortée de récupération du parti UFC, ils sont exclus de ce parti et vont créer l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC). Aux législatives de juillet 2015, Jean Pierre Fabre est élu député. Il est le candidat de l'ANC et de CAP 2015, un groupement de cinq partis politiques.

Faure GNASSINGBE (UNIR)



Le Candidat Faure GNASSINGBE, Président sortant est né le 6 juin 1966 à l'Hôpital des Frères de l'Ordre de Saint Jean de Dieu d'Afagnan dans la Préfecture des Lacs. Son Père, GNASSINGBE Eyadema, le Père de la Nation Togolaise, est originaire de Kara au Nord Togo et sa mère, Sabine MENSAH, d'Agou dans la Préfecture de Kloto dans le Sud. Elevé dans une stricte discipline où les maîtres-mots sont la rigueur, les performances scolaires et le respect des traditions, Faure commence son cursus scolaire à l'Ecole Primaire Publique du Camp RIT de Lomé. De 1977à 1978, il entre en classe de 6e au Collège Protestant de Lomé avant de poursuivre ses études secondaires au Collège Chaminade de Kara où il décroche son Brevet d'Etude de Premier Cycle (BEPC) en 1982. Cette même année, le Président Eyadéma, décide de l'inscrire en classe de seconde au Lycée Militaire de Saint Cyr en France. Son passage dans ce prestigieux collège est couronné par l'obtention en 1985, d'un BAC serie D avec mention BIEN. Attiré par l'univers des finances, il s'inscrit cette même année à l'Université Paris Dauphine d'où il en sort quatre années plus tard avec une maîtrise de gestion. De 1992 à 1997, Faure GNASSINGBE va poursuivre des études aux Etats Unis, à l'Université George Washington. Il sortira nanti d'un Master of Business Administration (MBA) appuyé de plusieurs stages dans des institutions internationales. Faure GNASSINGBE conservera de cette étape de sa vie, de précieuses relations avec des cadres qui occupent aujourd'hui des postes importants en France, en Europe et aux USA. Il rentre au pays en 1998 avec la ferme volonté d'œuvrer pour la promotion des libertés et de a démocratie. Son Parcours

En mars 1999, Faure GNASSINGBE est élu député de la première circonscription de la Préfecture de Blitta au centre du Togo. A l'Assemblée Nationale, ses collègues le choisissent pour présider la Commission des Relations Extérieures et de la

Coopération. Dans ce cadre, il effectue de nombreuses missions à l'étranger. Aux législatives de 2003, il est réélu avant de céder sa place à son suppléant, parce qu'il est appelé (le 27 juillet 2007) à entrer au gouvernement en tant que Ministre de l'Equipement, des Mines et des Postes et Télécommunications. Le 5 février 2005, à la suite du décès de GNASSINGBE Eyadema, il devient président de la République le 7 février. Il renoncera dix huit jours plus tard à ses fonctions pour éviter le chaos et garantir la transparence du scrutin qui devait être organisé dans les soixante jours après la vacance du pouvoir. Candidat à cette élection, il est élu le 24 avril 2005 avec 60,15% des voix. En 2010, il est réélu sous les couleurs du parti UNIR, qu'il a créé pour apporter innovation et dynamisme à la vie publique togolaise. Grâce aux prouesses réalisées et à l'élan de développement qu'il a imprimé à tout le pays, ses partisans l'ont investi comme candidat à la présidentielle du 25 avril prochain.

TCHABOURE Aimé Gogué (ADDI)



Né en 1947, Aimé Gogué TCHABOURE a fait ses études supérieures au Canada, sanctionnées par un PhD Sciences Economiques à L'Université de Montréal. De retour au Togo en 1976, l'Homme du Grand Tône fait des preuves comme professeur pendant 35 ans à l'Université du Bénin (actuelle UL). Il enseigne entre autre matière la micro finance, l'économie internationale, l'économie monétaire, l'économie des ressources humaines, l'économétrie, la croissance économie, la méthodologie de la croissance économique, la planification économique et l'économie régionale. Invité comme Professeur depuis 1979, il a dispensé des cours dans plusieurs facultés des sciences et de gestions dans des universités au Sud du Sahara et dans d'autres à travers la France (Université de Poitiers) et les Etats-Unis (Boston University et California Polytechnics). L'universitaire togolais Aimé Gogué TCHABOURE a été également invité comme Professeur titulaire de la Chaire en Administration Publique, enseignement qu'il avait donné au Québec pendant un an (Octobre 2008 à Octobre 2009). L'Home a été sollicité par l'Organisation Mondiale du Commerce où il donnait des cours sur les Obstacles techniques au commerce à l'Université de Rabat pour un groupe d'experts africains entre 2006 et 2011. Outre ses différentes fonctions et tâches exécutées, le Professeur Aimé Gogué TCHABOURE a dirigé pendant quatre ans le Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire (PTCI) de 1994 à 1998. Ce programme a été conçu pour la formation d'économistes de haut niveau (DEA ou MA).

Sur le plan national, Aimé Gogué TCHABOURE a occupé successivement le poste de Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, celui de Directeur de l'Ecole Supérieure de Secrétariat de Direction (ESSD) et de Directeur de l'Institut Universitaire de Gestion (IUT) , de même que celui de Vice-recteur de l'Université du Bénin de 1977 à 1991. Il est l'auteur de plusieurs publications scientifiques dans les revues spécialisées en économie. Il a été membre du Conseil Consultatif du Réseau de Recherche Sécurité Alimentaire Durable Afrique de l'Ouest Centrale (SADAOC) de 1997 à 2008. Consultant international en Economie, Aimé Gogué a été membre du « Committee for Development Planning (CDP) » du Secrétariat Général des Nations-Unies de 1990 à 1993. Membre de la Commission d'Expert sur le Commerce des services de la CEDEAO de 2010 à 2011 puis Membre de la Commission d'Experts de la CEDEAO pour l'élaboration de la politique d'investissements communautaires de 2013 à 2014. De 1990 à 1991, le « Professeur » est membre de la Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africain et membre de la Commission Technique de Réforme de l'UMOA de 1989 à 1990.

Sur le plan politique, Aime Gogué fut ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire (1991-1992) et ministre de l'Education nationale et de la Recherche scientifique (1992-1993). Depuis avril 1997, il est le Président du parti Alliance des Démocrates pour le Développement Intégral (ADDI). Elu député depuis juillet 2013 à l'Assemblée nationale, il est le Président de la Commission Permanente Santé, Population et Action Sociale. Depuis janvier 2014, Aimé Gogué TCHABOURE est membre du Comité Interparlementaire de l'UEMOA.

TAAMA Komandega (NET)



TAAMA Komandega, plus connu au Togo sous le nom de Gerry Taama, est né le 2 février à Siou, dan la Préfecture de Doufelgou. Après ses études primaires à Pya et Siou, il poursuit ses études secondaires au Collège Chaminade de Kara, au Collège Protestant de Lomé. En 1995, il obtient un baccalauréat scientifique. Il abandonne l'université l'année suivante pour travailler deux a&ns durant comme contremaître dans une ferme avant de se réinscrire à l'Université de Lomé où, il obtient une licence en sociologie de la communication. En 1999, il intègre l'Ecole Spéciale militaire de Saint Cyr, d'où il sortira trois ans plus tard nanti du diplôme de l'école ainsi que d'une maîtrise en droit international humanitaire. TAAMA Komandega finit sa formation par une spécialisation à l'Ecole d'Application de l'arme blindée

Suite à la page 3

Interview de Siaka Sangaré, Président du Réseau des Compétences Electorales Francophones « Je pense que le travail que nous avons réalisé et les résultats validés nous permettent d'aller à un scrutin présidentiel dans les meilleures conditions »

A l'occasion de la présentation du rapport final des travaux de vérification et de consolidation du fichier électoral, notre confrère de Republicoftogo a réalisé une interview du Général Siaka Sangaré, président du Réseau des Compétences Electorales Francophones. L'homme qui a été à la tête de la mission de l'OIF sollicitée par le gouvernement togolais pour aider à la vérification et à la consolidation du fichier électoral togolais est un homme d'expérience qui avait supervisé notamment les élections au Mali. Dépêché par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour épauler les experts de la CENI, il a travaillé également avec les experts représentants les cinq candidats à la présidentielle du 25 avril prochain. Après plusieurs semaines de nettoyage, le fichier électoral a été avalisé par l'ensemble des candidats. Le fichier permet d'organiser une élection présidentielle démocratique, explique M. Sangaré dans un entretien à Republicoftogo.com. Au-delà du cas togolais, le représentant de l'OIF invite les pays africains francophones à mettre un terme à leur course folle à la technologie. La biométrie ou les urnes transparentes ne remplaceront jamais l'indispensable confiance qui doit s'établir entre la classe politique et les électeurs. C'est la clé de tout processus électoral réussi, souligne-t-il.



Republicoftogo.com : Le fichier électoral comportait-il des erreurs de nature à fausser le scrutin ?

Siaka Sangaré : Absolument pas. L'OIF s'est impliquée pour résoudre les quelques problèmes constatés. La participation des experts de l'OIF a permis effectivement de parvenir à un fichier consensuel, un fichier perfectible. De façon globale, il faut retenir que les travaux du comité de consolidation et de vérification ont permis d'obtenir un fichier qui

garanti les intérêts de tous les candidats et qui permet de tenir une élection présidentielle démocratique.

Republicoftogo.com : Donc le nettoyage effectué par les experts de la Ceni et de l'OIF offre toutes les garanties

Siaka Sangaré : Tout à fait. Ceux qui sont candidats ont accepté le fichier et je pense que c'est ça la garantie. Toutes les corrections qui devaient être apportées l'ont été. On a statué sur un certain nombre d'éléments clés comme le nombre d'électeurs, le nombre et la localisation des bureaux de vote. C'est le document qui a été remis à chaque candidat et nous l'avons élaboré ensemble. Au total, on a arrêté un fichier de 3.509.258 électeurs, répartis entre 4.112 centres de vote et 8.994 bureaux de vote. Je pense que le travail que nous avons réalisé et les résultats validés nous permettent d'aller à un scrutin présidentiel dans les meilleures conditions.

Republicoftogo.com : Les évolutions technologiques ne sont-elles pas à l'origine des problèmes rencontrés sur les listes électorales. En d'autres termes, la biométrie peut-elle tout résoudre ?

Siaka Sangaré : Non ! La biométrie est utile mais elle n'est pas la panacée. J'ai donné beaucoup de séminaires sur la question et j'ai toujours dit que la biométrie n'était pas la solution ultime. Elle permet l'identification sûre de chaque électeur

et garanti l'unicité dans le fichier électoral si les données recueillies sont fiables et le mécanisme de collecte consistant. Mais elle a comme inconvénient son coût et les délais. Donc, elle ne peut pas résoudre tous les problèmes. La technologie a ses limites et ne remplacera jamais la présence humaine. D'où l'importance pour les acteurs politiques et pour les électeurs de travailler dans la confiance. C'est un défi majeur à relever. C'est cette crise de confiance dans l'espace francophone africain qui nous a amenés à l'utilisation abusive de la technologie parce qu'on ne fait confiance à rien et à personne. On était au bulletin simple et on est passé au bulletin multiple. On utilisait des urnes classiques, il a fallu avoir recours à des urnes transparentes Les élections sont-elles plus transparentes avec ce modèle ? Et les exemples ne s'arrêtent pas là. On a créé des commissions électorales, des listes informatisées. On veut mettre dans les bureaux de vote des dispositifs d'authentification par lecture d'empreinte et des systèmes d'identification biométrique sur la carte d'électeur. Jusqu'où irons-nous dans cette course folle ? Je vais vous dire, seule la confiance permet d'organiser de bonnes élections. Nous n'avons pas besoin de tous ces procédés sophistiqués pour obtenir un bon scrutin. La technologie oui, l'excès non !

Republicoftogo.com : A chaque élection, le Togo doit procéder à la révision du fichier électoral avec toutes les contestations possibles. Quel moyen préconisez-vous pour éviter ce processus lourd et coûteux ?

Siaka Sangaré : D'abord, au niveau des listes électorales. J'ai relevé que partout (au Togo comme ailleurs), la fiabilité des listes électorales a été au cœur des contestations électorales. Je propose qu'on aille vers la modernisation de l'état civil pour mettre fin à la problématique de la fiabilité des listes électorales. Tant qu'on va trainer les décès sur les listes électorales, tant qu'on va faire appel au témoignage pour identifier les citoyens, c'est sûr qu'il y aura toujours un problème de fiabilité des informations. Le fait que l'identification par

témoignage (75% au Togo, contre 22% qui ont pu présenter une carte d'identité) soit utilisée est la conséquence des défaillances de l'état civil qu'on retrouve dans les pays francophones d'Afrique. L'état civil n'est pas capable de délivrer les pièces d'identité aux citoyens raison pour laquelle on utilise le système de témoignage. On doit pouvoir renforcer les compétences du système d'état civil. Ensuite, la transmission des résultats. C'est la phase la plus critique et la plus sensible d'un processus électoral. C'est l'étape où toutes les émotions sont cristallisées. Il faut alors 3 principes. D'abord, la transparence. Il faut que tout soit transparent, du bureau de vote jusqu'à la communication des résultats. Ensuite, la célérité. Parce que, quand ça traîne, ça donne lieu à des supputations et à des calculs. Il y en a ceux qui ont des résultats et ceux qui tentent de se faire proclamer. Il faut enfin sécuriser le document qui est dans le bureau de vote et c'est ce document qui doit être transmis aux autorités centrales. La transparence, la célérité et la sécurité.

Republicoftogo.com : Le gouvernement a fait appel à l'OIF pour aider la Ceni à consolider le fichier électoral. Avez-vous senti une détermination des autorités à parvenir à une issue acceptable et acceptée par tous ?

Siaka Sangaré : Oui, c'est évident. Nous avons travaillé avec les représentants des cinq candidats, ce qui a permis d'avoir un fichier consensuel, perfectible.

Republicoftogo.com : L'OIF déploiera-t-elle des observateurs le jour du scrutin ?

Siaka Sangaré : Il y aura la mission d'information et de contact. Le chef de cette mission est déjà au Togo. L'OIF va observer le scrutin uniquement dans le sens de s'informer mais pas dans celui d'observer de façon technique comme on a l'habitude de le faire. Nous privilégions le renforcement des capacités des structures en charge du processus électoral. L'observation internationale électorale a un impact moins important, il faut le reconnaître.

Source : Republicoftogo.com

Suite de la page 2

Début aujourd'hui de la Campagne Electorale
PLACE A LA SEDUCTION
DES ELECTEURS
Qui sont les Cinq
Prétendants au Fauteuil
Présidentiel ?
BIOGRAPHIES OFFICIELLES
DES CINQ CANDIDATS

et cavalerie de Saumur. La première affectation de TAAMA sera le sous-groupement blindé à Lomé en 2003 puis en 2004, il participe au contingent togolais de l'ONUCL en Côte d'Ivoire. A son retour au Togo, deux ans plus tard, il est affecté à l'Ecole de formation des Officiers des Forces Armées Togolaises (EFOFAT) à Pya en tant qu'instructeur. En 2008, il demande sa mise en disponibilité de l'armée et suit une formation de communication par correspondance. Il crée la même année une agence de communication. En 2009, il publie « Parcours de Combattant », paru aux Editions Harmattan, roman qui obtient l'année suivante le Prix littéraire de la Saint-cyrienne. TAAMA est également l'auteur d'un recueil de nouvelles, « Chroniques de la Caserne » publié en 2010 aux Editions MOFFFI dont il est le fondateur. La même année, il crée une société privée de surveillance et de gardiennage. En septembre 2011, il quitte définitivement l'armée en demandant sa démission/ Le 28 avril 2012, TAAMA crée le parti politique Nouvel Engagement Togoais. Dont il est le Président. Selon, son manifeste, ce parti veut incarner une nouvelle dynamique dans le paysage politique togolais. C'est la première fois qu'il participe à une élection présidentielle après avoir conduit la liste de son parti dans la circonscription électorale du Grand Lomé lors des Législatives du 25 juillet 2013.

Germain POULI

Le MJPG fustige l'attitude de la Synergie des Travailleurs du Togo « La STT veut mettre le feu... pour de nombreuses raisons, mais en aucun cas pour des revendications classiques d'avantages et de salaires »



Face aux multiples appels de la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) à des grèves intempestives et dernièrement à des manifestations de rue, le Mouvement des Jeunes pour la Popularisation de la Bonne Gouvernance (MJPG) a effectué une sortie au cours de laquelle il a rendu public des chiffres qui montrent les évolutions de salaires ces dix dernières années et dénoncé l'attitude intransigeante de la STT qui cache des desseins inavoués.

Pour le MJPG, le moment choisi par la Synergie des Travailleurs du Togo n'est pas anodin. « La position et l'activisme de la STT, en cette période électorale n'est ni plus ni moins que de la pyromanie », précise la déclaration du MJPG qui « dénonce les manœuvres visant à faire des enfants, les victimes sur lesquelles certains charognards se préparent à danser pour masquer leur dépit ».

Tout en reconnaissant que la STT ne saurait trouver satisfaction a ses revendications qu'autour d'une table de discussion, le MJPG a tenu a faire une mise au point sur les différentes augmentations de salaires intervenues depuis 2005 et sur les effectifs dans la fonction publique qui ont connu une croissance exponentielle depuis la venue de Faure GNASSINGBE au pouvoir.

Des chiffres qui donnent le tournis

Ainsi, de 20.527 agents recensés en 2004, la fonction publique en compte aujourd'hui 51.378, soit une augmentation de 148%. Les chiffres publiés par le MJPG montrent par exemple une augmentation du SMIG qui est passé de 19.500 en 2005 à 59.737 en 2015. Aussi bine dans la santé, dans l'enseignement que dans l'administration publique, les augmentations sont tout aussi vertigineuses. Le garde malade en fin de carrière qui percevait 61.544 en 2005 est aujourd'hui 151.849 francs. Idem pour le médecin de catégorie A1 qui est passé de 248.070 en 2005 a 527.994 en 2015. Les instituteurs du primaire de catégorie B sont passés 65.534 a 136.626, le professeur de catégorie A2 de 96.116 en 2005 a 184.660 et le professeur de catégorie A1 de 113.593 en 2005 a 206.698.

Les efforts du gouvernement se ressentent plus au niveau des catégories les plus basses, à savoir les gardes malades dans la santé et les moniteurs dans l'enseignement qui ont vu leur salaire augmenter respectivement de 223% et 257% en 10 ans.

Pour le Mouvement des Jeunes pour la Popularisation de Bonne Gouvernance, ces chiffres ne sont que la matérialisation de l'engagement du gouvernement à améliorer de façon continue et soutenue les conditions de travail et de vie des travailleurs togolais. En témoigne d'autres initiatives prises en leur faveur comme l'assurance maladie et bien d'autres initiatives.

Pablo ZOUBE

Faire passer le développement par la santé des populations à la base FAURE GNASSINGBE FAIT DON DE MATERIEL MEDICAL AUX HOPITAUX DES PREFECTURES

Les populations de Tohou, Tabligbo, Badou, Sotouboua, Pagouda, Kara et Mango enthousiastes et reconnaissantes

C'est par les étapes de Mango et Kara, le 08 avril 2015 que la mission spéciale de la Présidence de la République a achevé sa tournée nationale pour apporter des dons de matériel et de consommables dans les centres hospitaliers de l'intérieur du pays.

Entamée depuis le 03 avril à Tohou dans la préfecture du Moyen Mono, cette mission spéciale de la Présidence, conduite par le Colonel BITENIWE, Directeur de Cabinet du Ministère de la Défense et des anciens combattants, Représentant personnel du Chef de l'Etat, accompagné du médecin Lieutenant Colonel AGBA Komi, a posé ses valises dans les préfectures de Sotouboua et de la Binah le 07 avril et de l'Oti et de la Kara le 08. Point de chute, les Centres hospitaliers préfectoraux et le Centre Hospitalier Régional de Kara pour y apporter un don spécial du chef de l'Etat, Faure Essozimna GNASSINGBE, d'une valeur de 30 millions de Francs Cfa par hôpital, soit d'un coût total de 210 millions.

Composé de lits d'hospitalisation, de tables d'accouchement et d'examen, du matériel roulant, de lampes baladeuses, de balances pèse-personne, des seringues et d'autres consommables, ce don du Chef de l'Etat vient équiper ces centres de santé pour leur permettre d'augmenter leur capacité d'accueil et de prestation et améliorer les services rendus aux populations.

Tout ceci s'inscrit dans l'optique de la politique de développement impulsée par Faure Gnassingbé, politique qui nécessite la contribution de chaque togolais et chaque togolaise. « Le chef de l'Etat dans sa politique orientée vers un développement de notre pays veut amener chaque citoyen au travail », a déclaré le Colonel BITENIWE Kouma. « Or pour bien travailler, il faut bien se porter. C'est la raison pour laquelle il (le Chef de l'Etat Ndlr) a choisi de donner aux populations, par le biais des centres hospitaliers, du matériel pour augmenter la capacité de performance des centres hospitaliers en matière de structure d'accueil et en matière d'intervention aux soins à donner aux populations démunies » a-t-il précisé.

DES POPULATIONS ENTHOUSIASTES ET RECONNAISSANTES

La Binah manifeste sa satisfaction à travers le groupe « Hala » de Boufalé

Grande a été la joie des populations de la Binah d'accueillir la délégation spéciale de la Présidence de la République ce 7 avril. C'est le groupe « Hala » de Boufalé qui a le plus exprimé cette allégresse à travers des prestations toutes colorées. S'exprimant au nom des populations, le Chef du Canton de Kémérida a imploré la bénédiction de l'Eternel sur la personne du Chef de l'Etat qui n'en est pas à son premier geste envers les populations de la Binah et souhaité que de tels dons se perpétuent à l'avenir.

Pour les autorités sanitaires, ce don arrive au moment où elles en ont le plus besoin. « Ce don fait de matériel de qualité va beaucoup nous aider à offrir des soins de qualité. En plus de cela nous allons agrandir notre capacité d'accueil. Il vient soulager nos structures qui ont beaucoup de difficultés à faire des investissements,

c'est-à-dire acheter du matériel de qualité », a précisé TATO Koumahada, Directeur Préfectoral de la Santé Binah.

Mango salue les efforts du Chef de l'Etat

Al'étape de Mango, la liesse était toute particulière. L'événement, rehaussé par la présence de l'ancien président de l'Assemblée nationale et ancien du milieu Fambare Ouattara Natchaba a pris l'allure d'une festivité qui témoigne de l'adhésion des populations à la politique de Faure GNASSINGBE en matière de santé des populations.

Sous la houlette du Préfet de l'Oti, le Colonel AWADE Hodabalo, ces populations ont salué ce don du Chef de l'Etat. Elles ont par la voix de leur porte parole, le Régent du Canton de Mango, égrené le chapelet des réalisations de Faure GNASSINGBE pour le bien être de la population locale et implorée la bénédiction divine sur sa personne.

A Tohou, une cérémonie de réception aux allures de fête

C'est le terrain de l'école primaire public central de Tohou qui a accueilli la délégation dépêchée par le Président Faure GNASSINGBE. Après un accueil des grands jours, c'est une foule immense et en liesse qui a reçu le message d'amitié et d'amour du donateur envers les populations du Moyen Mono, message intégralement livré par le Colonel Kouma BITENEWE, Directeur de Cabinet au Ministère de la Défense. « Le Chef de l'Etat a souhaité que cette cérémonie se déroule dans l'intimité, c'est pour cela qu'il n'a pas envoyé ici une délégation de haut niveau habituellement composée de ministres et autres personnalités administratives. « Il a personnellement choisi ce matériel, l'a acquis et envoyé spécialement pour vous. C'est une marque d'amour et d'attachement. Ce n'est pas ce qu'on donne qui compte mais la façon dont on donne. » a précisé le Chef de la délégation avant la remise officielle du don au Dr TEOURI Mahamouda, Directeur Préfectoral de la Santé et Directeur du Centre Hospitalier préfectoral de Tohou. Des députés, chefs traditionnels et responsables religieux ont pris part à cette cérémonie aux côtés du Préfet du Moyen Mono, M. DJATO Nadjido-Dana qui a saisi l'occasion pour rappeler qu'il y a une décennie l'hôpital de Tohou était un no manland et que les populations étaient souvent obligées d'aller se faire soigner de l'autre côté de la frontière au Bénin. Grâce aux efforts et à la volonté du gouvernement, a-t-il précisé, le dit centre hospitalier a été réfectionné et équipé pour assurer des soins de santé de qualité. Toute fois, le Médecin chef du Centre Hospitalier Préfectoral de Tohou a tenu, entre deux remerciements, à solliciter auprès du Président de la République un renforcement de personnel médical de Tohou qui a besoin d'un instrumentiste et d'un chirurgien pour mieux faire fonctionner le bloc chirurgical existant. Quant à Togbui Adja Vivi XI, chef canton de Tohou, il n'a pas manqué d'exprimer à l'endroit du Chef de l'Etat, toute la gratitude et la reconnaissance des peuples Adja-Ewé. La préfecture a bénéficié récemment de plusieurs actions parmi lesquelles les opérations foraines de

soins gratuits aux populations démunies, la réfection et l'équipement du centre hospitalier ainsi que le démarrage des travaux de bitumage de la route Notsé-Tohou.

A Tabligbo, le personnel soignant a été particulièrement satisfait. Après Tohou dans la matinée de ce 3 avril, les émissaires du Président Faure GNASSINGBE, ont mis directement le cap sur Tabligbo, Chef-lieu de la Préfecture de Yoto, avec la même cargaison, à savoir 30 millions de matériel médical et de consommables. Ici la cérémonie était moins festive et à réuni autour du personnel du Centre Hospitalier Préfectoral de Yoto, le Préfet de la localité, M. TOUDEKA Gado Komlan et quelques chefs traditionnels du milieu parmi lequel Togbui AKPODO Toklokpa II, Président de l'Union des Chefs traditionnels de Yoto. Plus sobre, la cérémonie restera identique dans son déroulement. Mot introductif du Secrétaire Général de la Préfecture de Yoto, mot de bienvenue du personnel médical du Centre Hospitalier Préfectoral de Yoto qui accueillait la cérémonie et puis le message de l'Envoyé spécial du Chef de l'Etat et cérémonie officielle de remise de dons. Après les remerciements du Docteur Assih, médecin-chef du CHP de Tabligbo, Togbui AKPODO Toklokpa III a renchéri en ces termes : « Nous sommes très heureux du matériel de santé que le Chef de l'Etat vient de nous offrir. Un adage de chez nous dit qu'il nous a donné avec une main mais nous nous prenons avec deux mains. Donc au nom des populations de Yoto, en particulier de Tabligbo, nous le remercions beaucoup. »

Grande amélioration dans les prestations au CHP Badou selon le Docteur OURO SAMA Albarka. A Badou, la même cérémonie de remise de don a eu lieu le samedi 4 avril au Centre Hospitalier Préfectoral en présence de plusieurs autorités locales et de natifs du milieu parmi lesquels le Ministre Fiatowou SESSINO, ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat et du Préfet de Wawa, M. AMEDJENOU Yao. Après le mot de bienvenue, le message du donateur, les représentants des populations bénéficiaires se sont succédé tour à tour pour dire leur gratitude au Président Faure GNASSINGBE. D'abord Togbui Yao NANA EGBLONMASSE IV, Président du Comité des Chefs traditionnels de Wawa, a pris la parole pour reconnaître l'attention de plus en plus particulière que les plus hautes autorités togolaises portent à leur préfecture. Il est revenu sur l'extension du centre hospitalier et son équipement, le don d'une ambulance, l'électrification des artères de la ville et le démarrage des travaux de bitumage de la route Atakpamé, Témédja, Badou. Il a conclu ses propos en affirmant qu'avec tous ces efforts déployés, désormais, les populations de Wawa n'auront plus à traverser la frontière pour aller se faire soigner au Ghana. « Nous sommes très heureux de recevoir ce don très important pour des soins de qualité dans notre hôpital. Cela fait des années que nous faisons un programme dans le budget pour acheter ce matériel mais nous n'arrivons pas. Nous venons de recevoir ce matériel à hauteur de 30 millions, c'est beaucoup. Et nous remercions le donateur qui est le Chef



de l'Etat Son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE. Ce don va apporter une amélioration. D'abord pour le personnel, parce qu'on ne va plus souffrir du matériel défectueux. On a un bon matériel, ça permettra aux sage-femmes de faire un bon accouchement, ce qui évitera les courbatures à la femme à la fin de l'accouchement. Les femmes hospitalisées vont dormir sur de bons lits avec de bons matelas ce qui permettra à la fin d'être en bon santé. » s'est réjoui le Docteur OURO SAMA Albarka, Directeur du CHP Badou

Kara, l'étape ultime d'une tournée riche en enseignements. C'est le Centre Hospitalier Régional de Kara Tomdè qui a accueilli la délégation spéciale de la Présidence de la République à l'étape de Kara. Sur les lieux, le Colonel BAKALI a témoigné la reconnaissance des populations de la Kozah au Chef de l'Etat. Pour lui, au-

delà du geste, ce don a une connotation symbolique. « Pour nous bénéficiaires, ces dons valent plus que leur estimation en terme monétaire parce que la volonté de donner ne s'estime pas. Il n'y a pas que la valeur numérique du matériel qui compte mais il y a une autre valeur qui n'est pas quantifiable et je pense que elle est la meilleure », a-t-il souligné.

Cette dernière étape qui marque la fin d'une tournée d'une semaine dans les centres hospitaliers de l'intérieur du pays a livré une constante en termes d'enseignement. Depuis 2005, des efforts constants sont faits pour l'amélioration de la prise en charge des populations en matière de santé. Mais les défis demeurent encore énormes et le Chef de l'Etat est invité par les populations à poursuivre ses efforts en vue de leur bien-être.

Germain POULI et Paul KATASSOLI

UNIR SHOP : Une Campagne pas comme les autres UNIR VEND SES GADGETS, LES MILITANTS SE LES ARRACHENT COMME DE PETITS PAINS



Décidément plus rien ne sera plus comme avant. UNIR, l'un des tous nouveaux partis politiques sur l'échiquier national innove. Plusieurs gadgets circulent ces derniers jours, ces dernières heures auprès de certains militants du parti présidentiel. Des clés USB, des porte-clés, des cravates à l'effigie du candidat Faure GNASSINGBE ou aux couleurs du parti UNIR, des CD Audio, des sacs de sortie pour femmes, des articles de bureaux. De la casquette de militant, au T-shirt de campagne en passant par les bonnets de douche, les coupe ongles, les robes et chemises brodées ou non. UNIR a diversifié les objets et gadgets destinés à la promotion de ses valeurs et à la séduction en faveur de son candidat. Des objets d'une rare beauté qui pour la plupart des productions et créations des artisans locaux, très sollicités pour la production de ce qui se vend désormais dans des boutiques.

« L'initiative de la boutique répond à plusieurs paramètres. Il s'agit d'abord de mettre à la disposition du militant du parti UNIR et de façon autonome, les gadgets qu'il veut, sans attendre quoi que ce soit de quelqu'un. Ceux qui veulent de petites commandes et qui n'ont pas la possibilité de le faire, sont servis selon leur moyen. Les prix sont très abordables parce que les articles sont vendus à leur prix de revient. Il n'y a aucune majoration pour faire un quelconque bénéfice. Il s'agit aussi d'une contribution du militant à la campagne électorale de son candidat. Et je peux vous dire que nous sommes agréablement surpris de l'adhésion des militants à ce projet de vente de gadgets UNIR à l'occasion de cette présidentielle. » nous explique l'un des gérants de la Boutique UNIR située au Rond Point GTA dans le nouveau Bar en face de TOGOTELECOM. L'autre Boutique est située non loin de la présidence de la République. « Nous sommes littéralement débordés ces trois derniers jours et il y a déjà rupture de stocks pour certains articles. Il va falloir faire de nouvelles commandes » précise le gérant qui nous a fait le plaisir de nous faire découvrir les rayons d'une des deux boutiques déjà opérationnelles à Lomé. L'initiative devra se poursuivre après la présidentielle avec une Boutique UNIR qui se veut pérenne afin de mieux servir les militants qui se font la joie d'arborer les couleurs de leur parti. Plusieurs commandes ont été faites par des militants UNIR de la diaspora qui ne veulent pas se faire conter cette présidentielle malgré la distance qui les sépare de leur candidat et de leur pays. Pour une fois, dans le camp présidentiel, on ne donne plus, il faut acheter. L'un des nombreux acheteurs qui se bousculent en permanence aux portes des boutiques, assurent qu'il n'est pas choqué par ce changement. « C'est mieux ainsi, comme ça quand Faure remportera l'élection, on ne dira pas qu'il a acheté les voix avec des T-shirts et autre gadgets ». ironise-t-il. UNIR Shop est sans doute l'innovation de cette campagne électorale qui débute. Nous y reviendrons

Patrick NIMA

Poursuite du programme quinquennal faire d'un « Zémindjan » un « Entrepreneur »

LA DOSI LANCE LA PHASE 2 DE LA DISTRIBUTION DES TAXI MOTOS PAR LA MUCATAM-TOGO



Lancé officiellement le 10 novembre 2014 par le Premier Ministre Séléagodji AHOOMEY-ZUNU à Atakpamé, la Mutuelle des Conducteurs de Taxi-Motos du Togo (MUCTAM-Togo), reçoit déjà une large adhésion des populations. Après la réussite de la première phase de remise de motos, phase au cours de laquelle plus de 900 motos ont attribuées aux conducteurs de taxi-moto, la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI) a lancé à travers la MUCTAM la 2e phase de d'attribution de motos le 7 avril dernier. C'est le terrain municipal Docteur Kaolo de Tsévi qui a abrité cette cérémonie qui a connu la présence du ministre en charge du Transport, Ninsao GNOFAM, un collège de ministres, Mme le Directeur Général de la DOSI, Ingrid AWADE. La population s'est fortement mobilisée pour exprimer leur adhésion à cette cérémonie à travers les prestations des groupes folkloriques et les artistes du milieu.

Cette 2e phase va consister à la distribution de 600 motos et 50 tricycles aux conducteurs de taxi-moto. Au total, la MUCTAM a distribué 1500 engins depuis la première phase. Ces engins leur permettront alors aux récipiendaires de travailler pour se prendre en charge et sortir de la précarité. Cette action s'inscrit dans le cadre du programme quinquennal pour l'insertion économique et sociale : faire d'un « Zémindjan » un « Entrepreneur ». A entendre le ministre en charge des transports, les conducteurs de taxi-motos sont exposés à plusieurs sortes de risques, les accidents de travail, les maladies professionnelles, la perte de moyens de travail notamment. « Face à ce constat, le Président de la République dans sa volonté d'assurer un mieux-être à tous les citoyens quels qu'ils soient, a mis en place un programme quinquennal pour l'insertion économique et sociale des zémindjans. Selon lui, l'objectif du Chef de l'Etat est de « faire de chaque togolais un membre actif de la chaîne économique nationale. ». Les conducteurs de taxi-moto n'ayant pas accès à la sécurité sociale, les membres de la MUCTAM ont souscrit une assurance maladie et d'invalidité et de vieillesse. Ils bénéficient aussi d'une assurance à un taux de 80%. Pour sa part, le représentant de la Population a exprimé sa gratitude pour les actions concrètes que les autorités du pays mènent pour l'épanouissement de la population. « Nous savons que ce n'est pas des motos que vous nous distribuez mais vous êtes venus pour distribuer des instruments qui permettront à cette population de pouvoir se développer, développer leur famille et être des artisans du grand chantier que le Chef de l'Etat a ouvert depuis un moment dans notre pays. », a-t-il laissé entendre avant de rassurer que les engins mis à leur disposition seront bien entretenus.

Pour Mme le Directeur général de la DOSI, son institution



s'est engagée à entreprendre un ensemble d'initiatives de développement visant à créer les conditions de facilitation du passage progressif du secteur informel vers le secteur formel. Au rang de ses initiatives, la MUCTAM a été la toute première suivie de la Mutuelle des Artistes et Journalistes (MUAJ), de la Mutuelle des Artisans et Commerçants (MUAC) et de la MUCAT... « Ces mutuelles qui ont été portés effectivement sur les fonts baptismaux le 20, 23 et 24 mars 2015 constituent des cadres de concertation pour ces acteurs qui pourront débattre de leur problèmes par secteur d'activité », a-t-elle indiqué.

La cérémonie a pris fin avec la remise symbolique de quelques motos aux bénéficiaires, une remise marquée par les conseils utiles de quelques ministres prodigués aux récipiendaires.

Londou KAWANA

Pour une meilleure contribution des femmes au processus électoral

LE MINISTRE DE L'ACTION SOCIALE ET LA CEDEAO FORMENT LES FEMMES SUR LE « GENRE ET LES ELECTIONS »



Un atelier de formation des femmes sur le « genre et les élections » a démarré hier à Lomé. Initiée par le ministère de l'action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation en collaboration avec la CEDEAO, cette formation s'inscrit dans le cadre de la Politique Nationale de l'Équité et l'Égalité de Genre (PNEEG) et le Programme de promotion national de leadership politique des femmes. C'est la ministre en charge de la Promotion de la femme, Dédé Ahoefa EKOUE qui a procédé à l'ouverture de cette rencontre qui prend fin ce vendredi 10 avril. Le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales et plusieurs autres personnalités du Togo et de la sous-région ont également honoré de leur présence cette rencontre.

Selon les organisateurs, cette initiative vise à promouvoir la participation équitable des hommes et des femmes en renforçant la capacité des femmes à mieux contribuer au processus électoral, à la promotion de la paix et à l'intégration des questions de genre dans la prise de décision. Dans cette optique, les participantes vont pendant trois jours, plancher avec l'appui des experts sur plusieurs thèmes notamment la mobilisation et la participation des femmes, la prévention et la gestion des conflits et le rôle des femmes dans la prévention et le règlement pacifique des conflits électoraux, la sécurité électorale et femme, éducation électorale et médias.

Pour la ministre, Dédé Ahoefa EKOUE, les femmes ont un grand rôle à jouer avant, pendant et après les consultations électorales de par leur expérience en matière d'apaisement et de médiation au sein des familles et des communautés. Etant donné qu'elles représentent aussi plus de la moitié de la population, leur participation effective et efficace est fondamentale pour tout processus électoral. Elle a invité alors les participantes à transmettre la connaissance acquise au cours de la formation à d'autres femmes pour une large implication du genre féminin dans le processus électoral. « Je compte sur vous pour passer les connaissances acquises au plus grand nombre de femmes afin qu'au cours de cette période électorale elles puissent mieux qu'auparavant jouer aussi dans la sphère publique, le rôle classique de promotrices de la paix qu'elles ont toujours assumé dans la sphère familiale et communautaire », a-t-elle souhaité. Abordant dans le même sens, le ministre BAWARA a invité les femmes à jouer leur rôle de facilitatrice pour la réussite du processus électoral en cours.

A entendre la Directrice de la Commission Genre de la CEDEAO, Dr Sidiki UGBE, cette formation a déjà eu lieu au Nigéria. Elle va se faire aussi dans d'autres pays de la sous-région qui ont une élection en 2015, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la Guinée notamment.

Londou K.

Le PPT forme sur la couverture médiatique des élections

DES JOURNALISTES A L'ECOLE DU GUIDE DU JOURNALISTE ET DE RSF

Du 03 au 04 avril 2015, une trentaine de journalistes venus des régions Savanes, Kara, Centrales et Lomé ont participé à un atelier de formation organisé par le Patronat de la Presse Togolaise (PPT) sur "Le guide du journaliste et de RSF sur la couverture médiatique des élections" dans le cadre de l'hôtel Ave Kedia de Sokodé. Les travaux ont été ouverts par le Préfet de Tchoudjo, M. Tchambi Tchemi en présence de Mme Sophie Ly Sow, représentante du Représentant Résident du Système des Nations Unies et du PNUD au Togo et de Sabi Kassere de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC).

Pendant 2 jours, les participants se sont familiarisés au contenu du Guide du journaliste Election présidentielle 2015 au Togo élaboré par le PPT et du Guide pratique du

journaliste en période électorale de Reporter Sans Frontières (RSF). Au total 5 communications, "Historique de la couverture électorale au Togo", "Sources d'informations fiables et responsabilité sociale du journaliste en période électorale", "Cadre légal et institutionnel de l'élection présidentielle" et les présentations des deux guides, ont permis une appropriation des textes régissant la couverture médiatique des élections et l'exercice du métier de journaliste. Pour Mme Sophie Ly Sow, tout comme le métier de journaliste, les élections sont une donnée en perpétuelle mutation et tous les deux nécessitent une formation continue. Elle salue cette initiative du PPT qui allie remise à niveau à l'appropriation du cadre électoral.

Le Préfet de Tchoudjo a invité les journalistes au travail bien fait en cette période électorale afin de

consolider le climat de paix au Togo alors que pour le représentant de la HAAC, Sabi Kassere, l'élection ne se réduisant pas uniquement pour les citoyens à déposer le bulletin dans l'urne mais aussi à disposer d'informations pour éclairer leur choix, les journalistes constituent alors un maillon essentiel dans la chaîne électorale.

Cet atelier, financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), constitue la phase 3 des activités du PPT dans le cadre de la Plateforme des médias pour une élection transparente et apaisée. Cette Plateforme regroupe 4 organisations de presse à savoir le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), l'Union des Radios et Télévisions Libres (URATEL) et le PPT.

Paul K.

Suite au report de la rentrée des congés de Pâques

LE GOUVERNEMENT REORGANISE LE CHRONOGRAMME DES EXAMENS DE FIN D'ANNEE

Le BAC II passe en première position



Dans la nécessité de préserver la sécurité des acteurs du monde éducatif suite aux troubles à l'ordre public répétés dont est victime le secteur éducatif ces dernières semaines et afin d'éviter les perturbations suite à l'appel à la marche de la STT prévue le 02 avril dernier et reportée au 8 avril, le gouvernement a décidé de repousser la rentrée des congés de pâques initialement prévue au 7 avril 2015 au 4 mai 2015. Suite à ce report, le gouvernement a pris des dispositions pour permettre le bon déroulement du troisième et dernier trimestre pour éviter une année blanche.

Contrairement aux années précédentes où le BAC II clôturait la vague des examens, c'est plutôt cet examen qui ouvre le bal cette année. Il se tient donc du 17 au 22 juin 2015. Selon le ministre Florent MANGANAWÉ en charge de l'enseignement primaire et secondaire, cette modification se

justifie par l'harmonisation des dates du BAC II au sein de l'UEMOA, les préinscriptions et bourses étrangères dans les autres universités.

La reprogrammation des examens est faite à dessein pour éviter que les mêmes acteurs soient impliqués dans plusieurs examens au même moment. Le BAC I va alors se tenir du 21 au 24 juillet 2015 pour l'enseignement général et du 20 au 25 juillet pour l'enseignement technique. Le BEPC est programmé du 30 juin au 03 juillet 2015. Le CEPD aura lieu du 16 au 18 juin 2015. Le CAP et le BEP initialement prévus pour début mai sont repoussés au 1er juin 2015.

A entendre le ministre MANGANAWÉ, la date officielle du départ en vacances, le 10 juillet 2015, est conservée pour qu'après chaque examen, les apprenants débutent leurs vacances.

L. KAWANA

Protection sociale dans les entreprises

LE MOIS DE LA PROTECTION DES RISQUES PROFESSIONNELS LANCE

Du 1er au 30 avril 2015, c'est la période consacrée à la sensibilisation en vue de la prévention des risques professionnels dans les entreprises par la Direction Générale de Protection Sociale (DGPS). Le lancement des activités qui vont marquer ce mois, placé sous le thème « Renforcement des structures de sécurité et santé au travail et des compétences des acteurs », s'est fait le 1er avril dernier lors d'une conférence de presse à la salle Entente du CASEF.

Ce mois sera consacré à sensibiliser les partenaires sociaux sur la nécessité de s'engager dans la lutte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. In fine, l'objectif est de les amener à prendre des dispositions nécessaires à la protection du travailleur en ce qui concerne les accidents de travail et les maladies professionnelles.

« La célébration de ce mois a pour but d'amener tous les acteurs à intégrer la culture de prévention en milieu de travail. Cette culture passe par la mise en place des structures de sécurité et santé au travail fonctionnelles, la mobilisation des ressources humaines compétentes et le renforcement continu des capacités de tous les acteurs », a déclaré M. Palakimym BIGNANDI, Directeur Général de la Protection sociale.

Avec l'aide de ses partenaires, la Direction Générale du Travail (DGT) et la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS), la DGPS va essentiellement mener des activités de sensibilisation à l'endroit des entreprises en vue d'amener les employeurs à mettre en place les structures de sécurité et santé dans leurs entreprises, en particulier le comité de sécurité et santé au travail. Il s'agira aussi au cours de ce mois de procéder à l'évaluation des risques professionnels dans les entreprises et à la vérification des conditions de travail des ouvriers employés sur les chantiers BTP à travers des visites de terrain.

Malgré les efforts consentis en matière de protection et de prévention des accidents de travail, beaucoup reste encore à faire pour réduire le nombre et la fréquence des accidents en milieu professionnel. En effet, en 2013, 1675 cas d'accidents du travail ont été déclarés à la CNSS et 1593 cas en 2014.

P. K.



Couverture médiatique de l'élection présidentielle LE CONAPP DEPLOIE 50 JOURNALISTES SUR LE TERRAIN



Le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) a mis en place une plate-forme des médias pour la couverture de l'élection présidentielle. Cette plate-forme va permettre la collecte, le stockage, le traitement, la gestion et la diffusion des données. Pour se faire, le CONAPP a déployé 50 journalistes sur l'étendue du territoire grâce au soutien du PNUD. Ces journalistes vont couvrir toute la campagne et le scrutin du 25 avril prochain. Pour leur permettre de bien faire leur travail, ils ont suivi une formation le 3 et 4 avril à Lomé.

Selon le président du CONAPP, Jean Paul AGOH, les patrons ne disposent pas de moyens nécessaires pour déployer leurs reporters sur toute l'étendue du territoire. Cependant, les populations doivent aussi être au courant des activités des candidats à

l'intérieur du pays pour mieux éclairer leur choix. C'est pour couvrir donc tout le pays que la plate-forme est créée. « En créant cette plateforme, l'idée est très simple, il s'agit de déployer 50 journalistes reporters sur l'ensemble du territoire national. Ces reporters issus de tous les types de presse de médias alimenteront une base de données avec des informations, des dépêches, des sons, des vidéos et des images », a-t-il indiqué.

A l'ouverture de la formation, le représentant de la HAAC, Philip EVENYO a invité les journalistes qui seront déployés à faire preuve de professionnalisme. A l'issue de la formation, ces reporters ont paraphé leur contrat de travail et la charte de déontologie et d'éthique avec le CONAPP. Ils sont

actuellement installés chacun dans sa zone de couverture. Il faut rappeler que l'initiative de cette organisation de presse s'inscrit dans le cadre du projet « la presse togolaise pour une élection présidentielle transparente et apaisée » piloté par quatre organisations de la presse privée, l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), le Patronat de la Presse Togolaise (PPT) et de l'Union des Radios et Télévisions Libres (URATEL) notamment. A part la mise en place de la plate-forme gérée par le CONAPP, d'autres volets du projet sont le monitoring, autorégulation, éthique et déontologie; L'édition d'un guide du journaliste et la fourniture de gilets et la sensibilisation des populations par les médias.

Londou KAWANA

Annnonce de la saison pluvieuse et risque d'amplification du Paludisme DE LA NECESSITE POUR LA POPULATION D'ADOPTER DES MESURES PREVENTIVES

Depuis quelques jours, les premières pluies tombent déjà sur la capitale Lomé et sur d'autres localités du pays. La dernière pluie qui est tombée dans la matinée du mercredi de la semaine dernière a déjà fait des mares, milieux propices à la multiplication des moustiques, vecteurs du paludisme, dans certains coins de la capitale. Il est alors important d'attirer l'attention de la population sur la nécessité d'adopter des mesures préventives pour éviter cette maladie.

Généralement, plusieurs maladies microbiennes, la grippe et autres infections digestives multiplient leurs victimes en saison pluvieuse. Parmi toutes ses maladies, la plus redoutable est le paludisme qui se développe rapidement à cause de la multiplication exponentielle des moustiques vecteurs du paludisme dans les retenues d'eaux. Quand bien même le traitement de cette maladie ne demande pas assez de moyens à ses débuts, les personnes infectées se livrent très souvent à une automédication compliquant ainsi leur situation. Pour éviter toutes les complications il est important de la prévenir. Les populations doivent alors désinfecter les retenues d'eau et observer les règles d'hygiène. Pour couronner le tout, elles doivent dormir sous les moustiquaires



imprégnés.

Depuis quelques années, le gouvernement avec le soutien de ses partenaires a mené des campagnes de distribution des Moustiquaires Imprégnées à Longue durée d'Action (MILDA). Grâce à ces campagnes, presque tous les ménages sont dotés de moustiquaires. Grâce à cette initiative, le Togo a obtenu récemment un prix d'excellence décerné par l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme (ALMA). Les populations doivent alors accompagner les efforts du gouvernement dans sa lutte contre le paludisme. Pour ce faire, elles doivent utiliser efficacement les moustiquaires mises gracieusement à leur disposition. Cette pratique leur permettra alors d'être à l'abri des piqûres de moustiques qui pourraient leur transmettre la maladie.

H. L.

Pour tout renseignement,
information ou conseil

contacter le centre d'appel
au N° VERT

8201



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



CÉSARIENNE

Avant, de nombreuses femmes indigentes mourraient tragiquement, dans l'anonymat et l'indifférence générale, en donnant la vie. Quelle douleur pour les familles ! Mais ça, c'était avant ! Aujourd'hui, la césarienne est largement subventionnée au profit de toutes les Togolaises en situation, sans distinction d'appartenance politique, ethnique ou de religion. Pour toutes ces vies sauvées, Président Faure Gnassingbé, merci !



INONDATIONS

Avant, lorsqu'arrivait la saison des pluies, les plus pauvres payait un lourd tribut à l'eau qui envahissait leur habitat, noyait leurs biens et provoquaient en eux, le désespoir. Mais ça, c'était avant ! Aujourd'hui, après la pluie, l'eau se retire pour laisser place aux activités, grâce aux collecteurs d'eau et autres canaux d'écoulement et de drainage récemment construits. Pour ce plan d'urgence d'assainissement et d'aménagement urbain, Président Faure Gnassingbé, merci !



ECLAIRAGE

Avant, la ville de Lomé était plongée dans l'obscurité dès la nuit tombée. La peur s'emparait des usagers de la route qui craignaient pour leur sécurité. Les rues se vidaient alors très vite. Mais ça, c'était avant ! Aujourd'hui, l'éclairage public s'étend, et Lomé a retrouvé cette ambiance joyeuse très particulière qui attirait et séduisait nos hôtes. Président Faure Gnassingbé, Merci d'avoir redonné couleurs et vie à notre chère capitale.



MICRO CREDITS

Avant, nos mères, nos sœurs et nos épouses indigentes, n'exprimaient que de la frustration et de l'indignation face aux inégalités et à l'injustice qui leur étaient faites dans le partage de la richesse nationale. Mais ça, c'était avant ! Aujourd'hui, grâce aux différents programmes de financements inclusifs de micro-crédits, la fracture sociale se résorbe. Car les femmes Togolaises de toutes conditions sont désormais devenues de puissants agents économiques et constituent de ce fait une véritable force ouvrière au service de la Nation. Président Faure Gnassingbé, toutes les femmes te disent merci !



LOME, LA CAPITALE

Avant, Lomé, notre ville capitale était en ruine. Mais ça, c'était avant ! Aujourd'hui, on peine à reconnaître la ville de Lomé dans cette belle robe moderne et dans ses parures dont elle s'est embellie en si peu de temps. Président Faure Gnassingbé, sous ta conduite, nos ambitions se réalisent et notre pays rayonne. Avec toi, nous irons encore plus loin !



ROUTES

Avant, tout autour de nous, les routes étaient défoncées, boueuses et impraticables. En pleine ville, le regard portait souvent sur la broussaille, des marécages et des lacs sauvages. Mais ça, c'était avant ! Aujourd'hui, de Lomé à Dapaong, le réseau routier s'est modernisé en un temps record. Des ouvrages d'art et des infrastructures sociales ont transformé le paysage. Avec Faure Gnassingbé, le Togo se construit vite et bien. N'arrêtons pas le mouvement !



ZEMIDJAN

Avant, la conduite d'un Taxi-moto était une fatalité, le coup d'un cruel destin, en somme, une situation d'attente. Mais ça, c'était avant ! Aujourd'hui, avec le lancement du projet d'assistance à la revalorisation du métier, le Zémidjan est devenu un entrepreneur qui peut s'organiser et se programmer pour se construire un avenir meilleur, avec l'appui de l'état et des structures spécialisées.